

MINUSMAHEBDO

BULLETIN HEBDOMADAIRE D'INFORMATION DE LA MINUSMA • numéro 67 • novembre 2016



LA MINUSMA TOUJOURS EN APPUI

DÉPART DES CASQUES BLEUS INDONÉSIENS : UN DON DE PLUS DE 80 MILLIONS DE FRANCS CFA POUR LA RÉGION DE TOMBOUCTOU

RÉGION DE GAO : LA MINUSMA POURSUIT SANS RELÂCHE SES PATROUILLES DE SÉCURISATION DE LA POPULATION CIVILE ET SES BIENS

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS JUDICIAIRES DANS LA **RÉGION DE MOPTI**

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE • PROTECTION DES CIVILS • PAIX & COHÉSION SOCIALE •
ACCORD DE PAIX : LA SOLUTION • FORUM COMMUNAUTAIRE • DIALOGUE INCLUSIF • REFORMES
DU SECTEUR DE SÉCURITÉ • ACCORD D'ALGER • ENSEMBLE REUSSIR LA PAIX

MINUSMAHEBDO

67

SOMMAIRE

DANS CE NUMÉRO

3 LE CHEF DE LA MINUSMA ANNONCE L'OUVERTURE D'UN BUREAU PERMANENT DANS LA NOUVELLE RÉGION DE MÉNACA

6 TAOUDENIT: LA MINUSMA EQUIPE LE GOUVERNORAT EN MATÉRIELS DE BUREAU

7 SENSIBILISER POUR REDUIRE LES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES

8 KIDAL: LES PARTENAIRES DE LA MINUSMA FORMES POUR MIEUX CONDUIRE LES PROJETS DE REDUCTION DE VIOLENCE COMMUNAUTAIRE (CVR)

9 TOMBOUCTOU : LA MINUSMA SOUTIENT LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

10 DÉPART DES CASQUES BLEUS INDONÉSIENS : UN DON DE PLUS DE 80 MILLIONS DE FRANCS CFA POUR LA RÉGION DE TOMBOUCTOU

12 GAO — LA MINUSMA OFFRE DES DICTAPHONES NUMÉRIQUES AUX RADIOS LOCALES ET À L'ORTM (RADIO NATIONALE)

13 GAO : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES

14 LA DIVISION DES AFFAIRES ÉLECTORALES DE LA MINUSMA FORME 78 AGENTS D'APPUI AU PROCESSUS ÉLECTORAL AU MALI

15 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS JUDICIAIRES DANS LA RÉGION DE MOPTI

17 RÉGION DE GAO : LA MINUSMA POURSUIT SANS RELÂCHE SES PATROUILLES DE SÉCURISATION DE LA POPULATION CIVILE ET SES BIENS

19 RÉGION DE GAO — "FONDO GOY, MINUSMA !"

21 GAO — HALTE AU MARIAGE PRÉCOCE ET FORCE DES JEUNES FILLES !

22 VISITE DU NOUVEAU GOUVERNEUR DE MOPTI AU BUREAU RÉGIONAL DE LA MINUSMA

23 BREVES

27 COMMUNIQUÉS



6



8



13



21



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document
que si cela est nécessaire !

LE CHEF DE LA MINUSMA ANNONCE L'OUVERTURE D'UN BUREAU PERMANENT DANS LA NOUVELLE RÉGION DE MÉNACA



Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif, s'est rendu hier, le lundi 31 octobre 2016 dans la nouvelle région de Ménaka où il a inauguré six (6) projets à impact rapide de réhabilitation de bâtiments administratifs et de la seule radio rurale de Ménaka. Le montant global pour l'ensemble de ces réalisations est de 141.787.978 F CFA.

« Toutes ces réalisations constituent un témoignage éloquent de l'engagement de la MINUSMA à soutenir la stabilisation et la sécurisation de cette région clé dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Ces réalisations constituent également un espoir de voir rapidement se déployer les agents de l'administration, de la justice et d'accroître le nombre de gendarmes et de policiers, garants de l'ordre public et de la sécurité des citoyens » a dit M. Mahamat Saleh Annadif lors de son intervention.

La cérémonie, à laquelle ont assisté M. Daouda

Maïga, Gouverneur de la région, et d'autres autorités régionales, s'est déroulée dans la salle de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM). Le Président du Tribunal de Grande Instance de Gao, le Procureur de la République, les Forces de Défenses et de Sécurité maliennes venus tous de Gao ont également rehaussé de leur présence l'évènement.

Dans son mot de bienvenue, M. Namout Kotia, Maire de la ville de Ménaka, a souligné quelques réalisations de la Mission onusienne, à savoir la réhabilitation des infrastructures et bâtiments de l'Etat, l'appui permanent à l'adduction d'eau dans la ville, la distribution des fournitures scolaires, la sécurisation des populations, entre autres. Son intervention était suivie par les remarques liminaires du Gouvernement de la région de Ménaka qui s'est, lui aussi, félicité des réalisations de la MINUSMA. « Nous sommes très heureux d'accueillir le Chef de la MINUSMA et sa délégation parmi nous. C'est une occasion pour vous signifier tout le bonheur que Ménaka éprouve pour

« RIEN NE PEUT SE FAIRE SANS PAIX »



ce que vous avez réalisé et ce que vous continuerez à réaliser pour l'ensemble de la population » a-t-il souligné.

M. Bajan Ag Hamadoun, député de la région, a mis un accent particulier sur la recherche d'une paix et d'une stabilité durables. Il a regretté du fait que Ménaka a toujours été une partie du Mali oubliée et que l'absence de l'autorité de l'Etat a favorisé l'émergence de plusieurs rebellions.

Le Chef de la MINUSMA s'est réjoui de la présence des Casques bleus du Niger et de la composante civile dans la région de Ménaka. « Je salue les efforts immenses qu'ils déploient pour accomplir leur mission ». Il a aussi rassuré les autorités régionales que la Mission onusienne déplorera bientôt un certain nombre de policiers dans la région pour une meilleure sécurisation de la ville et de ses habitants.

Il a aussi abordé la question relative aux autorités intérimaires en ces termes : « Comme vous le savez, il y a deux semaines, le Gouvernement du Mali a publié un décret nommant les prochaines responsables des autorités intérimaires. Nous espérons que bientôt ces autorités vont être installées et vont s'organiser pour prendre en charge l'administration et offrir des services de base à leurs administrés. Je sais et suis conscient que ce n'est pas facile, il y a beaucoup d'interrogations par rapport aux autorités intérimaires, mais j'estime que ce qui est plus dangereux pour la paix, c'est l'immobilisme ». Il a ajouté « avec leur prochaine installation, le démarrage des patrouilles mixtes et du processus de cantonnement, de démobilisation et de réintégration, le retour des réfugiés, une ère nouvelle va

commencer pour la population de la région de Ménaka, notamment les jeunes et les femmes qui ont énormément souffert des conflits armés et qui aspirent légitimement à bénéficier des bienfaits des dividendes de la paix ».

S'adressant à l'auditoire de Ménaka, M. Annadif leur a lancé un message fraternel : « je vous parle en tant que frère. Les dividendes de la paix qu'ils soient le fruit de votre Gouvernement du Mali ou d'autres partenaires, y compris la MINUSMA, vous ne pouvez bénéficier de ces dividendes de la paix que s'il y a réellement une paix. Et cette paix, les acteurs principaux pour la construire, c'est vous-mêmes populations de la région de Ménaka ». Et d'ajouter, « rien ne peut se faire sans paix ». Avant de terminer son intervention, le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA a annoncé l'ouverture d'un bureau permanent avec un Chef de Bureau.

“UN SOULAGEMENT POUR LA POPULATION”

Accompagné du Gouverneur de la région, du Maire, des Forces de Défense et de Sécurité maliennes, le Chef de la MINUSMA a coupé le ruban pour remettre officiellement aux autorités régionales le Palais de Justice et le Commissariat de Police de Ménaka, deux projets réhabilités par la Mission onusienne. Le Commandant régional de la Police et le Commandant du Secteur-Est, tous deux de la MINUSMA à Gao, étaient témoins de l'évènement.

M. Sidi Ag Assoulta, président du Conseil local des jeunes de Ménaka, était aussi présent au Palais de Justice. « C'est la MINUSMA a beaucoup fait, mais il reste beaucoup à faire. Les bâtiments sont réhabilités, mais

le personnel n'est pas là. Nous invitons le personnel judiciaire et pénitentiaire à rejoindre leurs postes de travail pour le bien-être de notre population ». Il s'est aussi réjoui de la réhabilitation du terrain de football : « pour la première fois, Ménaka a un terrain de football qui répond aux critères d'un terrain municipal et d'un cercle. Nous félicitons la MINUSMA pour tous ces gestes qu'elle ne cesse de poser pour le bien-être des jeunes ; gestes qui visent à améliorer leur contribution à l'édification de la société et à favoriser leur développement social et intellectuel ».

Les médias, surtout la radio, jouent un grand rôle dans l'information des communautés rurales surtout en ce moment où l'appropriation de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali est attendue par la population. La MINUSMA qui œuvre pour promouvoir le processus de paix et favoriser le dialogue inter communautaire en vue de réduire les tensions inter ethniques et inter communautaires, vient de financer la réhabilitation et l'équipement de la Radio Rurale de Ménaka à hauteur de 21 785 000 F CFA. M. Mohamed Ag Issafeytane, directeur de programme de la Radio Rurale de Ménaka, parle de la création de la radio qui remonte en 1998, mais aussi les difficultés que celle-ci a connues après la crise en 2012 : « La radio était saccagée par les groupes armés lors de la crise qui a sévi dans les régions du nord du Mali en 2012. Avec le concours de la Mission onusienne, la radio apporte de nouveau sa contribution à l'instauration d'une culture de la paix ». Avant de quitter la ville de Ménaka, le Représentant du Secrétaire général et Chef de la MINUSMA a passé en revue les troupes du contingent nigérien.

TAOUDENIT: LA MINUSMA EQUIPE LE GOUVERNORAT EN MATÉRIELS DE BUREAU



Le Chef par intérim du Bureau Régional de la MINUSMA à Tombouctou, Mamane Sani Moussa, a officiellement remis à Tombouctou, le 28 octobre dernier, des équipements et des matériels de bureau au Gouverneur de la Région de Taoudénit, M. Abdoulaye Alkadi.

C'est dans le cadre des projets à impact rapide (QIP) que la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA a financé, pour la somme de 22,480,000 Francs CFA, l'achat de matériels et d'équipement pour le gouvernement de Taoudénit.

Nouvellement créée par la loi No 2012-018 du 2 mars 2012, la région administrative de Taoudénit, dont le premier gouverneur a été installé en mars 2016, voit progressivement se mettre en place ses autorités intérimaires. Pour combler le manque de matériels des structures administratives qui tardent à achever leur installation, la MINUSMA entend intensifier son soutien. Pour le Chef par intérim du Bureau régional de la MINUSMA à Tombouctou, « La cérémonie d'aujourd'hui est très symbolique, dans le sens qu'elle constitue le point de départ du soutien de la MINUSMA à la nouvelle région de Taoudénit. Ce premier projet que la Mission finance vient renforcer la collaboration avec le Gouverneur et ses services techniques pour identifier les besoins et autant que possible, s'inscrire dans la dynamique de leur résolution, » a expliqué M. Sani Moussa.

Cependant, ce projet de dotation du gouvernement de Taoudénit en matériels, répond à une demande

du gouverneur auprès de la Mission onusienne. Il comprend des appareils électroménagers dont quatre téléviseurs, trois grands réfrigérateurs et quatre plus petits et trois fontaines d'eau. Parmi les mobiliers de bureau on compte 150 chaises pour les visiteurs et la salle de conférence, quatre grands Bureaux et leurs quatre fauteuils, un salon complet, trois fauteuils et trois bureaux de taille moyenne, quatre armoires de deux battants en vitre et une table de conférence. Du côté des équipement électroniques, le gouvernement de Taoudénit dispose maintenant de six ordinateurs de bureau et de cinq ordinateurs portables ainsi que de onze copie de logiciels anti-virus et deux de traitement de textes, de deux photocopieuses de grand format, d'une machine à reliure et enfin, six onduleurs.

Lors de la cérémonie, tenue en présence d'une trentaine de membres de la société civile de Taoudénit dont des représentants du Conseil régional des jeunes et celles des organisations de femmes, le gouverneur a déclaré que : « Cet appui permettra à l'administration d'offrir aux usagers du service public des prestations de qualité, dans un cadre disposant de toutes les commodités requises d'accueil et de travail ». M. Alkadi a aussi remercié la MINUSMA pour " la promptitude dans la réponse " favorable aux problèmes précédemment soulevés. En attendant de transférer ses bureaux dans ses locaux de la nouvelle région, le gouvernement de Taoudénit est temporairement localisé dans la commune urbaine de Tombouctou.

SENSIBILISER POUR REDUIRE LES VIOLENCES COMMUNAUTAIRES



La Section de la Réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement Démobilisation et Réinsertion (RSS-DDR), a organisé le 3 novembre dernier, un atelier de renforcement des capacités des partenaires chargés de l'exécution des projets de Réduction des Violences Communautaires (RVC), dans les régions de Tombouctou et de Taoudéni. L'activité, qui s'est déroulée au quartier général de la MINUSMA à Tombouctou, visait à outiller la vingtaine de participants sur le processus d'identification et d'élaboration des projets RVC leur permettant de mieux conduire leur mise en œuvre.

A l'ouverture de cette rencontre, le Chef de Bureau par intérim de la MINUSMA a, d'une part, souligné l'engagement et l'implication de tous les acteurs œuvrant pour la paix et la stabilité au Mali et, d'autre part, Mamane Sani Moussa les a invité à axer davantage leurs interventions sur la réalisation adéquate de ces projets au bénéfice des communautés ciblées.

Les officiers de RSS-DDR sont intervenus entre autres, sur des thématiques liées à la conception, les objectifs, les critères d'éligibilité, le processus d'approbation et la mise en œuvre des projets de RVC. De nombreuses questions posées par les participants ont porté sur la durée de soumission des projets,

l'acceptation des idées de projets, en conformité aux besoins des communautés et, les difficultés liées au processus d'approbation. Alors que les projets de RVC visent à contribuer à l'amélioration de la sécurité et au renforcement de la cohésion sociale, à la promotion du dialogue et à la réconciliation entre les différents membres de la communauté, des facteurs comme l'insécurité, l'inaccessibilité de certaines localités et l'insuffisance de services techniques qualifiés, l'absence de réseau de téléphonie mobile dans d'autres localités, sont autant de difficultés avec lesquelles les équipes de mise en œuvre doivent composer sur le terrain. Des problématiques débattues lors des travaux en atelier qui ont servi de cadre pour l'identification de stratégies devant renforcer la collaboration des partenaires et faciliter leur travail.

Ont pris part à ces échanges, les représentants cinq ONG locales de la région et des associations et structures telles que : l'Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS), Action Recherches pour le Développement des initiatives Locales (ARDIL), l'Association pour le Développement en Zone Aride (ADAZ), la Cellule d'Appui aux Initiatives du Développement (CAID), Recherche Action en Développement Local (RADEL) et l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM).

KIDAL: LES PARTENAIRES DE LA MINUSMA FORMÉS POUR MIEUX CONDUIRE LES PROJETS DE REDUCTION DE VIOLENCE COMMUNAUTAIRE (CVR)



Au lendemain d'une visite du site de construction du futur siège du MOC, la section SSR-DDR de Kidal a organisé un atelier de renforcement des capacités de ses partenaires sur la bonne gestion des projets de réduction de la violence communautaire (CVR).

A l'ouverture, le Chef du Bureau régional de la MINUSMA, Christophe Sivillon, a remercié la section SSR/DDR pour cette initiative qui renforce davantage la collaboration entre la Mission et ses partenaires. Il a par ailleurs constaté avec grande satisfaction l'implication des femmes dans la mise en œuvre des projets, et les a encouragées à «s'impliquer davantage dans la bonne gestion des projets communautaires, à travers l'application des notions apprises lors de formations comme celle-ci».

Les 24 participants représentent 10 associations et ONG, partenaires de la MINUSMA dans la mise en œuvre des programmes de réduction de la violence communautaire à Kidal, Aguelhok, Anefis, Tinessako et Tessalit. Il s'agissait pour eux de s'imprégner des outils de gestion, mais aussi de suivi et d'évaluation des projets visant à réduire la violence dans leurs communautés respectives.

Une rencontre d'autant plus importante que de nouveaux partenaires ont été admis pour mener à bien des programmes dans le futur. Des réajustements ont été faits sur la base des leçons apprises lors de la mise en œuvre des huit projets en cours dans la région de Kidal, qui permettront de les améliorer qualitativement et d'assurer une meilleure viabilité à ceux à venir.

Cette session intervient au lendemain de la visite de reconnaissance par une délégation composée des FAMAs, de la Plateforme, la CMA et la MINUSMA du site du Camp 1 de Kidal, retenu pour abriter le Mécanisme opérationnel de Coordination (MOC).

Les membres de la délégation ont parcouru ledit site, afin d'évaluer les travaux nécessaires, notamment le déblayage, la construction des toilettes et autres commodités, pour le rendre opérationnel. Une autre mission d'évaluation est prévue dans les jours à venir pour déterminer le coût des travaux à effectuer.

TOMBOUCTOU: LA MINUSMA SOUTIENT LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS



Trois projets de réduction de violence communautaire financés par la Division de la Réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (RSS-DDR) ont permis de supporter les activités de production d'au moins 557 maraîchers dont 80% de femmes. Objectif: relancer de l'économie locale.

A Tombouctou, 74 exploitants dont 15 femmes bénéficient d'un projet de réhabilitation et d'équipement du jardin maraîcher de Tarabangou, situé environ à 7 km au sud-est de la ville. Actuellement en cours d'implémentation, ce projet consiste à réhabiliter un jardin de 30 hectares, soit le plus grand ravitailleur en légumes du cercle!

« Ce groupe électrogène a consommé tous nos revenus, avec l'achat du carburant et la maintenance. Mais à présent avec le système solaire prévu, nos revenus connaîtront une hausse », s'est réjoui le président du comité de gestion des jardins, Alhad Ag Aljoumagat. En effet, le système d'irrigation des jardins était alimenté par un groupe électrogène consommant soixante-dix (70) barils de gasoil par campagne. Aussi, dans le cadre de ce projet de réduction de violence, la MINUSMA mettra à la disposition des exploitants quatre systèmes solaires. Ceux-ci serviront à pomper l'eau des quatre puits afin de remplir quatre bassins de 1000 m³ chacun. Grâce à cette nouvelle technique, les maraîchers maximiseront la production de légumes et pourront tripler les campagnes.

Présent à la cérémonie, le Chef du Bureau Régional par intérim à Tombouctou s'est exprimé auprès des bénéficiaires pour expliquer le rôle de la MINUSMA dans le processus de paix au Mali. Mamane Sani Moussa a mis en lumière les efforts de la Mission onusienne pour accompagner les communautés, notamment les femmes dans la création d'activités

génératrices de revenus en assurant un climat de sécurité favorable.

Le Maire de la Commune Alafia, Yehya H Konta s'est dit reconnaissant et satisfait des actions concrètes menées par la MINUSMA dans sa zone, pour améliorer les conditions de vie des habitants. « Ce n'est pas le premier geste de la MINUSMA en direction de nos femmes. Merci pour toutes les actions louables entreprises en faveur de la Paix au Mali » a-t-il déclaré.

LES FEMMES MARAÎCHÈRES DES VILLAGES DE TOYA ET HONDOUBOMO MIEUX ÉQUIPÉES

La Section DDR (Désarmement Démobilisation et Réinsertion) de la MINUSMA a également remis, le 28 octobre 2016, des matériels de maraîchage aux femmes bénéficiaires du projet de réhabilitation et d'équipement des jardins maraîchers de Toya et de Homdoubomo Koina dans la Commune Rurale d'Alafia. Clôturée en janvier 2016, la première phase de réhabilitation des jardins, les 382 femmes des deux villages ont reçu les matériels composés de brouettes, de pelles, de houes, de râteaux, de pioches et d'arrosoirs.

Quatre motopompes avec leurs accessoires ont été données à cent (100) exploitants dont 30% de femmes de quatre sites de production de bourgou dans la Commune Rurale de Lafia. En janvier dernier, un premier projet de création de deux couloirs de passage d'animaux et de production de Bourgou avait été réalisé à leur profit. Inauguré aussi en janvier 2016, ce projet a servi à apaiser les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs et, d'augmenter la production et la commercialisation du bourgou.

La cérémonie officielle de remise de matériels de maraîchage s'est déroulée à la Mairie de la Commune d'Alafia, en présence du Maire d'Alafia, du représentant du maire de la Commune de Lafia, des bénéficiaires, ainsi que du Chef du Bureau Régional par intérim de la MINUSMA, Mamane Sani Moussa, accompagné du chef de la Section DDR et de ses collaborateurs. Cette remise de matériels marque la phase de parachèvement de ces deux projets exécutés par l'Agence des Nations Unies en charge des projets (UNOPS) et financé par la Division RSS&DDR de la MINUSMA, à hauteur de cent millions de Francs CFA (100,000,000).

DÉPART DES CASQUES BLEUS INDONÉSIENS : UN DON DE PLUS DE 80 MILLIONS DE FRANCS CFA POUR LA RÉGION DE TOMBOUCTOU



Au terme de leur mission à Tombouctou, les Casques bleus de l'Indonésie ont fait un don en matériels d'une valeur de plus de 80 millions de Francs CFA au profit de la région. Déroulée le 31 octobre 2016 au Super camp de la MINUSMA, la cérémonie a rassemblé une cinquantaine de personnes dont le Préfet de cercle représentant le gouverneur, la représentante de la Direction régionale du développement social et de l'économie solidaire, le Chef du Bureau Régional par intérim de la MINUSMA, le Commandant du Secteur Ouest, des membres de la société civile tombouctienne et des Casques bleus.

Le Chef de Bureau par intérim de la MINUSMA, Mamane Sani Moussa et le préfet du cercle de Tombouctou, Mahamadou Dicko ont réceptionné un lot de matériels offerts par l'Unité Utilitaire de moyens hélicoptés de l'Indonésie, en accord avec le Secteur Ouest de la MINUSMA. Composé d'un lot important de médicaments, de mobiliers de bureau, de 140 lits, 140 matelas, 140 armoires,

de nombreux ustensiles de cuisine, ce don est "un appui du gouvernement indonésien qui m'a instruit, en tant que commandant de l'unité sortante, de remettre ces équipements à l'orphelinat, l'hôpital régional de Tombouctou, les cinq (5) Centre de santé et de référence de la région, la Grande Mosquée de Goundam et 25 familles voisines du Super camp de la MINUSMA", a expliqué le Lieutenant-Colonel Zulfirman Caniogo, commandant de l'Unité.

Prenant la parole au noms des bénéficiaires de la société civile, le Pasteur Moha Ag Oyahitte, coordonnateur du Centre de Conseil, d'écoute et de parrainage, a loué l'initiative des casques bleus indonésiens d'apporter leurs soutiens aux tombouctiens à travers cette donation de médicaments pour les maladies, des meubles pour les orphelins et d'autres matériels pour les familles avec lesquelles ils ont cohabité pendant une année. "Cette cérémonie qui nous réunit est digne de célébration à cause de son sens qui est d'aider les plus démunis.

En plus de leur soutien militaire, nos frères et soeurs indonésiens montrent leur générosité, compassion et amour envers les pauvres, les malades et les orphelins qu'ils ont visité avant de faire ce geste", a-t-il remercié.

Après la signature des documents officiels entre les autorités maliennes et celles de la MINUSMA présentes, le préfet de cercle, représentant Adama Kansaye, gouverneur de la région, s'est adressé aux donateurs pour "remercier vivement la MINUSMA qui, d'arrache-pied, contribue à la stabilisation de la région et vient aussi au secours des plus démunis dans notre région". Par ailleurs, Mahamadou Dicko a rendu hommage aux Indonésiens pour leur courage et dévouement dans le cadre de cette "mission périlleuse" aux côtés du peuple malien.

L'Unité d'hélicoptère indonésienne, déployée en septembre 2015 au sein de la MINUSMA, comprenait 140 éléments dont 4 femmes. D'octobre 2015 à

Octobre 2016, de Tombouctou à Goundam, deux fois par semaine, les trois hélicoptères indonésiens ont totalisé 1118 heures et 24 minutes de vol facilitant entre autres, le transport des troupes onusiennes, des autorités maliennes, des membres d'organisations de la société civile, de cargos; l'évacuation médicale, ainsi que des vols de surveillance et de reconnaissance. A cet égard, le Chef de Bureau par intérim, Mamane Sani Moussa, a tenu à féliciter l'Unité indonésienne pour le travail remarquable accompli et le bon comportement observé durant leur service dans le Secteur.

Tombouctou dans leurs coeurs, les Indonésiens, marqués par "l'hospitalité et le chaleureux accueil de la population qui nous ont traités comme des membres de leurs familles, selon le Lieutenant-colonel Caniogo, quittent la Mission onusienne après plus d'un an de cohabitation et de collaboration.

GAO — LA MINUSMA OFFRE DES DICTAPHONES NUMERIQUES AUX RADIOS LOCALES ET A L'ORTM (RADIO NATIONALE)



« Le dictaphone numérique est un outil très important qui aide un reporter à enregistrer des centaines d'heures de conversation ou de conférence et de les transférer sur un PC en toute simplicité. Cet outil va contribuer à l'amélioration de nos conditions de travail » a déclaré M. Idrissa Issa Maiga, coordinateur des radios libres de Gao, lors de la remise, le dimanche 23 octobre 2016, de 30 dictaphones à l'ensemble des radios de la Commune Urbaine de Gao, y compris à l'ORTM (la radio nationale).

La cérémonie de remise des dictaphones s'est déroulée au siège de l'Union des Radios et Télévisions libres du Mali (URTEL), dans la cité des Askia, en présence de M. Daniel Massamba Meboya du bureau de l'Information publique de la MINUSMA à Gao.

M. Boubacar Touré, directeur de la Radio AADAR-Koima, quant à lui, note que : « les relations de travail entre la MINUSMA et les radios locales se sont beaucoup améliorées. Nous apprécions beaucoup la contribution de la MINUSMA à nos organes de presse ».

Depuis son déploiement dans la région de Gao, la Mission onusienne a entrepris de nombreuses actions pour améliorer les conditions de travail des journalistes sur place. Ces gestes en faveur des professionnels de l'information, vont de la prise en charge d'événements comme la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse (en 2015 à Gao), à la formation des animateurs des radios locales, en passant par la facilitation du transport aérien pour leur permettre d'aller suivre des formations et de participer à plusieurs initiatives visant notamment, à promouvoir la paix, la stabilité et la réconciliation. Dans ce même esprit, la MINUSMA a également fait don d'un émetteur amplifiée de 500 Watt à chacune des radios de la ville de Gao et formé leurs techniciens au maniement de ces nouveaux équipements.

Un soutien des Nations Unies qui se veut être une contribution significative à l'essor de la presse malienne en générale et celle de ses régions nord en particulier.

GAO : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITÉ POUR LES CRIMES COMMIS CONTRE DES JOURNALISTES

Au cours de la dernière décennie, plus de 800 journalistes ont été tués pour avoir voulu couvrir des événements et informer le public : en moyenne, c'est une mort par semaine. Dans neuf cas sur dix, les meurtriers restent impunis. L'impunité entraîne un plus grand nombre d'assassinats et représente souvent un facteur d'aggravation de conflit et d'effondrement des systèmes de droit et de justice.

À sa 68e session, en 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution A/RES/68/163 qui a proclamé le 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Cette résolution a exhorté les États Membres à prendre des mesures précises pour combattre la culture actuelle d'impunité. La date a été choisie en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français de RFI à Kidal au Mali le 2 novembre 2013.

La célébration de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes a donc été observée, aujourd'hui mercredi 2 novembre, par les journalistes de la ville de Gao. Facilitée par la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA à Gao, cette cérémonie s'est déroulée au siège de l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali (URTEL).

Les représentants de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA à Gao ont ainsi échangé avec les journalistes de la ville de Gao sur les conditions de liberté et de sécurité pour les journalistes et les professionnels des médias, en situation de conflit aussi bien qu'en temps de paix.

M. Jean-Marie Kalama a souligné l'importance et la pertinence de cette journée qui rappelle les dangers, les intimidations, les menaces et les violences physiques auxquels les journalistes sont exposés, conséquence directe de leur travail. A la presse, il les a exhortés à ne ménager aucun effort pour informer correctement la population.

Tandis que M. Moussa Ouoba a fait un rappel du contexte de ladite journée qui a abouti à la résolution de l'Assemblée générale sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité. Il a, en

outre, fait un tour d'horizon du contenu de ladite résolution, avant de révéler que les États membres devraient faire tout leur possible pour prévenir cette violence, en faire rendre compte, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des journalistes et des travailleurs des médias, et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés. Il a informé les journalistes de l'existence au niveau international d'un certain nombre d'instruments juridiques qui protègent les journalistes dans le cadre l'exercice de leur fonction, notamment les Conventions de Genève adoptées en 1949 et leurs protocoles additionnels contenant les règles essentielles fixant des limites à la barbarie de la guerre. Ils protègent les personnes qui ne participent pas aux hostilités (les civils, les membres du personnel sanitaire ou d'organisations humanitaires) ainsi que celles qui ne prennent plus part aux combats (les blessés, les malades et les naufragés, les prisonniers de guerre). M. Ouoba a aussi parlé de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des autres instruments juridiques internationaux qui garantissent le droit à l'information et la liberté d'expression. Messieurs Moussa Ouoba et Jean-Marie Kalama travaillent tous comme Spécialistes des droits de l'homme au sein de la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA à Gao.

Le débat qui a suivi a tourné autour de l'enquête sur la cause de l'assassinat des envoyés spéciaux de RFI à Kidal et son évolution, des défis rencontrés par les journalistes de Gao dans l'exercice de leur fonction, entre autres.

Tous les participants ont reçu un exemplaire (1) de la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre 2013 intitulée : La sécurité des journalistes et la question de l'impunité ; et (2) de la communication de l'UNESCO datée du 2 novembre 2016 dressant le bilan des attaques meurtrières contre des employés des médias.

A noter que la Radio des Nations unies, MIKADO FM, vous propose sur ces ondes une série de reportages à ce sujet.

LA DIVISION DES AFFAIRES ELECTORALES DE LA MINUSMA FORME 78 AGENTS D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL AU MALI



Dans la perspective de la tenue des élections communales du 20 novembre 2016 au Mali, la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) entend bien jouer son rôle d'appui au processus électoral. Pour ce faire, la Division des Affaires électorales a procédé au recrutement de soixante-dix-huit (78) agents d'appui au processus électoral qui seront déployés à partir du 1er novembre dans les six communes de Bamako et dans certaines localités du pays : Tombouctou, Kidal, Gao, Mopti, Ménaka, Ségou, Sikasso, Koulikoro, et Kayes.

A cet effet, un volet sur la formation électorale a été initié par la Division des Affaires Electorales avec le soutien du Project d'appui au Processus Electoral du Mali (PAPEM/PNUD), au niveau du Gouvernorat de Bamako. La stratégie de la formation consiste à prendre en compte de manière globale: la présentation des élections communales, les missions des agents d'appui au processus électoral, ainsi que leur collaboration avec les autorités administratives locales et les Bureaux régionaux de la MINUSMA.

L'objectif général de la formation était de permettre aux agents électoraux recrutés de bien connaître et maîtriser le matériel électoral, ainsi que les procédures qu'ils devront suivre et respecter dans l'exercice de leurs diverses fonctions, pendant les différentes phases du processus électoral. La

formation aura aussi permis de les sensibiliser sur l'étendue et les limites de leur champ d'actions le jour du scrutin et ce, en vue d'aider les autorités à assurer un déroulement sans heurts pendant les différentes phases du processus électoral.

Lors de la cérémonie, M. Frantz Mesidor, Coordonnateur des opérations et planification au sein de la Division des Affaires Electorales de la Mission Onusienne au Mali et actuellement en charge de sa direction, s'est félicité d'avoir en face de lui des agents motivés et engagés à contribuer au renforcement de l'autorité de l'Etat, à travers la mission qui leur est confiées sur terrain. Il a également souligné que les élections constituent la pierre angulaire de tout processus démocratique ainsi, la Mission compte sur leur professionnalisme et leur détermination pour efficacement jouer son rôle d'assistance électorale.

En guise de conclusion, M. Frantz Mesidor a rappelé aux uns et aux autres la vigilance, en précisant que c'est le Mali qui compte d'abord et que les agents électoraux devons être déployés au plus vite en vue de permettre au Gouvernement du Mali de bénéficier pleinement de l'appui opérationnel, logistique et sécuritaire de la MINUSMA à travers la Division Electorale, pour l'organisation des élections transparentes, régulières libres et ouvertes à tous.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS JUDICIAIRES DANS LA RÉGION DE MOPTI



Dans le cadre de son mandat, la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA de Mopti a tenu, du jeudi au vendredi 27 et 28 octobre dans les locaux de la Cour d'Appel de Mopti, des sessions de sensibilisation et d'appui à l'endroit des acteurs judiciaires de la région de Mopti. La cérémonie d'ouverture de ces deux jours de travaux était auréolée par présence de Tiecoura Samake, Président de la Cour d'Appel, de Mohamadou Bagayogo Procureur général près ladite cour et de Nasser Zakr, chef de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA ainsi que de nombreux participants venus des différents cercles de la région de Mopti.

POUR UN MEILLEUR SERVICE PUBLIC DE LA JUSTICE

Ces sessions de sensibilisation ont rassemblé au total 28 participants constitués de magistrats et d'avocats ainsi que du représentant régional de l'Organisation Internationale du Droit du Développement (IDLO) qui est la structure partenaire de la SAJP dans l'appui à la chaîne pénale.

Le but de ce forum était de permettre aux acteurs judiciaires de partager leurs expériences afin de faire face aux défis pour une meilleure performance du service public de la justice. Comme l'a rappelé M. Nasser Zakr dans son mot de bienvenu « la mission de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA a pour but d'appuyer l'Etat Malien dans la restauration de l'Etat de droit par la consolidation du pouvoir Judiciaire. Cette mission s'effectue à plusieurs niveaux par les séances de mentorat, la tenue de foras, et les sessions de renforcement de capacités ». Durant deux jours de discussions, les participants ont échangé sur les thématiques suivantes présentées par les experts de la SAJP/Mopti : le rôle de la Section des Affaires Judiciaires et Pénitentiaires de la MINUSMA dans l'atteinte des objectifs du Programme d'Urgence du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme pour la mise en œuvre de l'Accord d'Alger ; la gestion et le traitement des affaires sensibles ; la compétence universelle en tant qu'instrument de lutte contre l'impunité ; la protection des droits humains et

l'applicabilité des obligations internationales des Etats par les juridictions nationales.

Il est important de rappeler que le renforcement des capacités des acteurs judiciaires s'inscrit dans le cadre du nouveau mandat de la MINUSMA par la Résolution 2295 du 27 juin 2016, favorable à la promotion de l'Etat de droit à travers des actions synergiques avec le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. Il rentre également en droite ligne de l'objectif général du programme d'Urgence du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme pour la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger et signé à Bamako le 15 mai 2015 (PU-MJ-DH-MOA).

Pour rappel, cet Accord prévoit en son article 46 la consolidation du pouvoir judiciaire de manière à assurer l'Etat de droit et à mettre en œuvre une réforme de la justice par l'amélioration de ses performances. C'est dire que les deux jours d'échanges ont permis aux participants de mieux appréhender ce qui est attendu d'eux dans le cadre des réformes du secteur de la justice et d'intégrer l'esprit de l'Accord d'Alger dans l'exercice de leurs fonctions pour la construction d'un Etat de droit fort

dans lequel la justice aura redorer son blason. Dans son mot de conclusion le Président de la Cour d'Appel a renouvelé les remerciements adressés à la MINUSMA au nom de toute la famille judiciaire de la région de Mopti. Il a précisé que ces «deux jours de travaux leur ont permis de réaliser combien la justice du Mali est en déphasage par rapport aux engagements internationaux du pays en matière de protection des droits humains. » Il a rappelé « l'article 116 de la Constitution du 25 Février 1992 qui consacre la primauté des traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés sur les lois nationales. »

Ce rappel du président de la Cour d'Appel met l'accent sur le besoin d'harmonisation entre les normes nationales et les engagements internationaux du pays. En outre, il faut retenir de ces échanges que les magistrats de la région de Mopti sont très préoccupés par la prise en charge judiciaire des conflits liés aux animaux en transhumance appelés communément "bourgoutières". Ces conflits sont très récurrents et sont typiques à la région. Les participants ont d'une voix commune sollicité l'intervention de la MINUSMA pour la recherche d'une solution pérenne à ce phénomène.



RÉGION DE GAO : LA MINUSMA POURSUIT SANS RELÂCHE SES PATROUILLES DE SÉCURISATION DE LA POPULATION CIVILE ET SES BIENS



La MINUSMA mène, de manière régulière, des patrouilles à travers la ville de Gao et aussi dans ses environs, notamment dans les communes de Gounzoureye (Kadji, Wabaria, et Tacharane) et de Gabero (Haoussa Foulane). Ces patrouilles amplifient la visibilité, facilitent le partage d'informations et contribuent à renforcer la confiance entre la population et la MINUSMA.

Les Casques bleus de la MINUSMA ont ainsi effectué, samedi 29 octobre 2016, une patrouille routinière à longue distance vers Tasharane, un village situé à 20 km de la ville de Gao, sur l'axe Gao ville-Ansongo. Composée des éléments de l'Unité de police constituée (FPU) du Sénégal, des Observateurs militaires (MILOBS) et des agents de la Police onusienne, la patrouille est allée à la rencontre des habitants de ce village de la commune de Gounzoureye, dans la région de Gao. "Vos fréquentes visites contribuent davantage à la sécurisation de notre village »

Une fois la patrouille arrivée sur le lieu, les habitants ont commencé à sortir de leur cour pour rencontrer les gardiens de la paix. Un peu plus loin, quelques notables assis devant la résidence de M. Oumarou Ibrahim, conseiller du village de Tasharane. Les Casques bleus sont immédiatement allés vers eux. Un accueil chaleureux et cordial leur est réservé suivi par un échange autour de l'évolution de la situation sécuritaire dans ce village d'environ 14 000 habitants.

M. Oumarou Ibrahim apprécie véritablement les efforts de la Mission onusienne visant à sécuriser la population civile et ses biens, et a déclaré que « nous sommes déjà habitués à la présence de la MINUSMA ici chez nous. Vos fréquentes visites contribuent davantage à la sécurisation de notre village ». Il a ensuite exhorté la MINUSMA à mener des campagnes de sensibilisation « autour des messages de prévention et à animer des sessions d'éducation aux risques liés aux mines et restes explosifs de guerre ».

REGION DE GAO — “FONDO GOY, MINUSMA !”



Déployés dans la région de Gao en Juin 2016, les Casques bleus Burkinabè de la MINUSMA viennent de proposer le 6 novembre dernier, dans le cadre de leurs activités civilo-militaires, des consultations médicales à 58 malades du village Tianamé dans la commune de Gabero, Cercle de Gao. Situé à 35 km au sud de la cité des Askia, Tianamé compte environ 1 979 habitants, qui en majorité vivent de la pêche et de l'agriculture.

« Une population en bonne santé est plus productive et sa productivité accrue stimule la croissance économique. Votre présence [la MINUSMA] ici chez nous et surtout votre assistance médicale pendant cette période difficile sont très appréciées, » a déclaré M. Abdoulaye Balobo Dicko, Maire de la commune de Gabero, qui était présent au siège de l'Association de santé communautaire “TABI-BENE” où se sont déroulées les consultations médicales.

Parmi les 58 personnes consultées, 32 était des femmes et quatre, des enfants. « Depuis quelques mois, notre contingent a essayé d'organiser cette activité visant à offrir un soutien sanitaire aux populations qui en ont besoin, mais l'organisation pratique sur le terrain se faisait attendre. Dieu merci et avec les gens de bonne volonté, nous l'avons enfin organisé aujourd'hui. Nous avons remarqué l'attente et l'engouement que cette activité a suscité dans la population qui nous attendait de pied ferme. Mission accomplie, » a souligné le Médecin, le Lieutenant Ouédraogo Frederick, Conseiller en santé auprès de l'Unité de police constituée du Burkina Faso dans la région de Gao.

Parmi les patients consultés figurait Mme Safiatou Mahamare, 20 ans, mère de jumeaux âgés de treize mois. « Je suis venue ici avec mes jumeaux, Hassane et Housseini, parce que mon mari m'a appris que la MINUSMA devrait offrir gracieusement une assistance médicale. Housseini souffre régulièrement de diarrhées et de toux. Moi-même j'ai une mauvaise toux qui m'empêche de dormir depuis quelques semaines. Après consultation par le Médecin de la MINUSMA, nous avons enfin accédé aux soins médicaux. Les médicaments nous ont été aussi offerts gratuitement » a-t-elle déclaré visiblement très heureuse.

Mme Zeinaba Traoré, 40 ans, mariée et mère de sept enfants, s'est dit satisfaite de cette assistance médicale en déclarant en sonrhäi, « Etre consultée par un médecin, cela n'arrive pas tous les jours, » avant de conclure : “Fondo Goy, MINUSMA !” (Merci MINUSMA).

Le village de Tianamé ne compte qu'un seul centre de santé communautaire et qui ne répond pas à toutes les attentes des populations, du fait de leur faible niveau d'équipement et de l'insuffisance du personnel. « Nous avons choisi cette localité en accord avec le Maire de la Commune de Gabero » a aussi ajouté le médecin-lieutenant Ouédraogo.

M. Yehiya Alhaji Dicko, animateur de développement au Centre de santé communautaire (CESCOM), a révélé l'existence dans la localité d'une maladie “masaro”, provenant de lait cru des vaches infectées : « La plupart de la population souffre d'une infection cutanée. Malheureusement les médicaments manquent cruellement pour soigner cette maladie ».

Les Casques bleus ont profité de cette opportunité pour distribuer des dépliants d'information contenant quelques messages-clés en français, anglais, sonrhäi, tamasheq et arabe, dont : (1) Nous sommes avec les Nations Unies et nous sommes ici pour vous rencontrer ; (2) la MINUSMA est ici pour aider et pour protéger la population ; (3) Nous n'hésiterons pas à agir pour protéger la population contre la violence ; (4) Notre tâche est de collecter des informations pour les Nations Unies afin d'identifier les menaces contre la population ; (5) Nous parlons avec tout le monde ; (6) Votre collaboration est essentielle pour un environnement sûr et sécurisé ; et enfin (7) Un environnement sûr et sécurisé est la seule condition pour améliorer la prospérité de tous les habitants. asheq et arabe, dont : (1) Nous sommes avec les Nations Unies et nous sommes ici pour vous rencontrer ; (2) la MINUSMA est ici pour aider et pour protéger la population ; (3) Nous n'hésiterons pas à agir pour protéger la population contre la violence ; (4) Notre tâche est de collecter des informations pour les Nations Unies afin d'identifier les menaces contre la population ; (5) Nous parlons avec tout le monde ; (6) Votre collaboration est essentielle pour un environnement sûr et sécurisé ; et enfin (7) Un environnement sûr et sécurisé est la seule condition pour améliorer la prospérité de tous les habitants.

Tous les jours, jour et nuit, les Casques bleus de la MINUSMA à Gao ne ménagent aucun effort pour la sécurisation des personnes et des biens en parcourant des kilomètres au risque de leurs propres vies et sécurité. Tout au long du mois d'octobre 2016, la Police de Nations Unies (UNPOL) a mené 300 patrouilles dans la région de Gao, y compris sur les axes Gao-Ansongo-Ménaka où l'insécurité rampante sème la peur et le désarroi au sein des populations.

« Lors de nos patrouilles, nous descendons de nos véhicules et échangeons avec les conseillers élus au plan local, les chefs traditionnels, les associations de la jeunesse et de la société civile pour avoir leurs impressions sur l'évolution de la situation sécuritaire. Ils nous indiquent les zones rouges sur lesquelles nous devons porter plus d'attention » a affirmé M.D. Prince Aledji, Commandant de la Police onusienne de la région. Et il a ajouté « pour nous rapprocher davantage des populations civiles et connaître leurs problèmes, la patrouille est l'un de moyens que nous utilisons au niveau de la Police ».

Avant de quitter la localité après une pleine journée de travail, les Casques bleus de la MINUSMA ont mis à la disposition de l'Association de santé communautaire "TABI-BENE", un lot de médicaments essentiels, cela dans le but d'améliorer l'efficacité du système de soins. Le Maire a simplement reconnu les efforts déployés par les Casques bleus lorsqu'il réceptionnait la donation : « je vous remercie chaleureusement de votre visite de travail aujourd'hui chez nous. La promesse a été tenue, les gens ont été consultés et les médicaments ont été donnés ».

L'évènement était un grand moment de joie et d'allégresse pour la population du village qui l'ont exprimé en chants et des danses auxquels les Casques bleus de la Mission onusienne se sont également joints, au grand plaisir du public. C'était bien la fête à Tianamé !

L'Unité de police constituée du Burkina Faso qui venait d'apporter avec succès sa première assistance humanitaire à la population de la région, a déjà effectué un total de 176 patrouilles urbaines dans la ville de Gao et 26 patrouilles à longues distances dans ses environs.



GAO — HALTE AU MARIAGE PRECOCE ET FORCE DES JEUNES FILLES !

9 NOVEMBRE



Mme Augustine Nadjikouma, point focal au sein de la Police onusienne/UNPOL, a animé le mardi 8 novembre 2016, une session destinée à sensibiliser les étudiantes et étudiants aux effets négatifs du mariage précoce et forcé des jeunes filles.

Malgré la grève de professeurs qui entre déjà dans sa troisième semaine, les étudiants sont venus nombreux pour participer à cette matinée qui s'est tenue au Centre de formation professionnel et d'assistance à l'artisanat (CFP-AA) - Gao. Une discussion productive et franche s'en est suivie au cours de laquelle, le Point Focal a abordé des sujets alors tabous dans une salle pleine d'étudiants dont plusieurs étaient des femmes, comme la question des relations sexuelles avant le mariage, la dénonciation des violences sexuelles et du harcèlement, ou encore l'utilisation de préservatif lors de rapports sexuels occasionnels, entre autres sujets.

« Le mariage précoce et forcé est une réalité dans la plupart de familles dans notre région. Pour des motifs liés à la tradition et à la coutume, ou pour des raisons financières, les parents nous forcent à nous marier avec des personnes qui ne sont pas de notre choix » s'est lamentée Mlle Touré

Zeinabou Ibrahim, étudiante en première année – secrétariat de direction.

Au début, assez timides, les étudiantes avaient du mal à exprimer leur point de vue sur la question. « Mon intervention en mentionnant le mariage forcé comme une atteinte aux droits de l'homme, puisqu'il viole le principe de liberté et d'autonomie des individus selon les Nations Unies, a fini par changer leur attitude et elles n'ont pas hésité à engager la conversation, » a déclaré le Point Focal de la Police des Nations Unies.

Les étudiantes soulevèrent des inquiétudes concernant le comportement de leurs parents, notamment « nos parents ne nous donnent pas le temps de nous écouter, il n'est pas facile de parler ou d'échanger avec nos parents, nos parents sont très liés aux traditions et coutumes, et que faire si les parents t'obligent à épouser ton cousin ou même ton oncle ? » expliqua l'une d'entre elle.

Abdoulaye Ibrahim, étudiant qui, lui-aussi suivait ce débat avec beaucoup d'attention, n'y est pas allé par quatre chemins pour dénoncer ce mal qui ronge la société. « Même moi qui vous parle, je sais que le moment venu, mes parents chercherons une

femme pour moi. Ce n'est pas normal ! ».

« Les pratiques traditionnelles de mariage précoce et forcé constituent une préoccupation majeure pour nos étudiantes et nous le savons. Malheureusement, elles ne viennent jamais nous poser directement le problème » a regretté M. Ousmane Adama, directeur du Centre avec un effectif de 589 étudiantes/étudiants.

M. Aliou A. Cissé, directeur des Etudes du Centre, a souligné le fait que « nos sociétés sont tellement profondément enracinées dans nos traditions socioculturelles qu'il conviendrait de lancer une campagne de sensibilisation agressive pour changer nos attitudes, nos comportements et, en définitif, nos valeurs. La tâche ne sera pas aisée ».

Pour conclure sa présentation, Mme Augustine Nadjikouma a informé les étudiantes de l'existence des instruments juridiques et légaux existants qui assurent leur protection de manière plus efficace. Elle les a aussi invitées à dénoncer, auprès des autorités compétentes, toute personne qui tenterait de leur imposer cette pratique trop répandue dans la région de Gao.

VISITE DU NOUVEAU GOUVERNEUR DE MOPTI AU BUREAU REGIONAL DE LA MINUSMA



Mardi 8 novembre, le Colonel Sidiki Samaké, Gouverneur de la région de Mopti nouvellement entré en fonction, accompagné de ses collaborateurs, a rendu une visite de courtoisie au Bureau régionale de MINUSMA de Mopti. Une visite qui intervient quelques jours seulement après une violente attaque qui a fait trois morts : deux civils et un Casque bleu de la MINUSMA.

Accueilli à son arrivée par M. Nasser Zakr, Chef de Bureau par intérim, le Chef de l'exécutif régional a eu une séance d'échanges avec les responsables des différentes sections de la Mission des Nations unies au Mali. Ces échanges ont porté sur les prochaines élections locales dans la région, la protection des civils et la collaboration entre la MINUSMA et les autorités régionales.

« Nous sommes très heureux de vous recevoir chez nous, particulièrement au moment où le Centre du Mali et la Région de Mopti se trouvent malheureusement au centre des préoccupations

des autorités nationales et de la communauté internationale », a indiqué Nasser Zakr s'adressant au visiteur du jour.

« Nous sommes reconnaissant pour toutes les actions que vous avez menées pour le retour de la Paix au Mali et dans notre région. Nous vous en remercions sincèrement. Notre collaboration est au beau fixe et les services de la région sont prêts pour vous accompagner dans toutes vos missions au bénéfice des populations. Les bureaux du Gouvernorat seront toujours ouverts à tous les membres de la MINUSMA » a pour sa part déclaré le Gouverneur à l'endroit des fonctionnaires de la MINUSMA.

Le Colonel Sidiki Samaké a profité de l'occasion pour présenter ses condoléances à la MINUSMA au nom des Autorités Régionales, suite à l'attaque de dimanche dernier qui a causé la mort d'un Casque bleu et de 2 civils maliens. Après les échanges le Gouverneur et ses collaborateurs ont eu droit à une visite guidée du Bureau de la MINUSMA et du quartier général de la police des Nations unies (UNPOL) de Mopti.

ENBREF

3 NOVEMBRE

Ouverture ce matin au grand Hôtel Azalai de Bamako du séminaire thématique sur "les Operations de Maintien de Paix : Concept, Mutation et Mandat face aux réalités locales".

Ce séminaire qui durera trois jours, jusqu'au 5 novembre, sera l'occasion de débattre des enjeux et des perspectives des missions des maintiens de paix dans le monde d'une façon générale et au Mali en particulier.

Organisé en partenariat avec la MINUSMA, et la Coopération Suisse, avec la participation de conférenciers et experts internationaux, ce Séminaire thématique représente une excellente opportunité d'engager le débat sur l'avenir des opérations de maintien de la paix (OMP) en général, et une rencontre interactive pour la capitalisation des expériences et leçons apprises de la MINUSMA au Mali, ainsi que les OMP régionales dans le contexte de l'opérationnalisation de l'Architecture Continentale de Paix et de Sécurité (APSA), en particulier.

Cette rencontre de haut niveau abordera, également, le rôle du G5 Sahel dans l'instauration de la paix, la sécurité et le développement dans la région.

Dans cette perspective, le Séminaire de Bamako sur les OMP vise à développer la réflexion sur un ensemble de questions critiques et de thématiques liées à l'ensemble des difficultés et des enjeux relatifs aux OMP, notamment, les Mandats onusiens multidimensionnelles, axés sur le maintien et la consolidation de la paix, et alliant des dimensions militaire, policière et civile.

La séance de ce matin était présidée par le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali, son excellence Abdoulaye Diop.

Le Représentant Spéciale du Secrétaire Générale et Chef de la MINUSMA, M. Mahamat Saleh Annadif dans son allocution a invité les participants à une réflexion sur les mandats des missions de Maintien de Paix et les défis majeurs auxquels ces missions étaient confrontées sur les théâtres des opérations.

La presse est conviée en clôture du séminaire samedi 5 novembre pour une conférence de presse du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et de l'Intégration Africaine, S.E.M. Abdoulaye DIOP, avec la participation des Chefs exécutifs de la MINUSMA et la MISAHÉL, et en présence des trois Conférenciers internationaux.



4 NOVEMBRE :



Le Représentant spécial du Secrétaire général au Mali (RSSG) et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif s'est rendu aujourd'hui à Ouagadougou, au Burkina Faso où il a été reçu en audience par le Président Roch Marc Christian Kaboré au Palais de Kosyam. Il était accompagné du Commandant Adjoint de la Force de la MINUSMA, le général de division Amadou Kané.

Il a été question lors de leur entretien des derniers développements au Mali, de la situation sécuritaire, des efforts à mutualiser afin de renforcer la sécurité dans l'ensemble de la sous région, ainsi que de l'apport à la MINUSMA du Burkina Faso, l'un de ses principaux pays contributeurs de troupes.

Le RSSG a tenu à exprimer sa reconnaissance au Président du Burkina Faso.

Par la suite, le RSSG s'est également rendu à l'Assemblée Nationale pour s'entretenir avec son Président, Salifou Diallo.

7 NOVEMBRE : DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES DANS LA DÉTECTION DE DOCUMENTS FRAUDULEUX

23 agents des Forces de défense et de sécurité malienne (FDSM) ont suivi une formation sur les éléments de sécurité des documents et la détection des fraudes documentaires, du 31 octobre au 4 novembre 2016, à la salle de conférence de la Préfecture de Tombouctou. Objectif : contribuer au renforcement des capacités des forces de sécurité malienne à mieux comprendre et à reconnaître certains éléments de sécurité particulièrement importants, qui figurent dans les documents d'identité de voyage et des billets de banque. « Notre région est un Carrefour de transit au cœur du désert malien et par où, bon nombre de personnes transitent. Avec ce stage



nous avons pu nous familiariser avec les différentes techniques de détection et de reconnaissance de diverses sortes de fraudes liées aux documents d'identité, en particulier », a expliqué le Lieutenant Fousseini Diallo, prenant la parole au nom de ses participants.

Un officier de police individuel de la composante UNPOL de la MINUSMA, le commissaire général, Sami Mohammedi, a dirigé les cinq jours d'intenses travaux théoriques et pratiques. Pour ce spécialiste de la détection des fraudes, le niveau élevé de participation des stagiaires a permis des partages d'expériences qui ont enrichi les échanges.

Présent à la cérémonie de remise de certificats aux participants, le deuxième adjoint au Préfet, Mamadou Kané, les a invités à faire bon usage des connaissances acquises pour maximiser leur efficacité. Soulignant la contribution de la MINUSMA « pour la mise à niveau des FDSM », il a fait savoir que cette « formation sur la fraude documentaire cadre parfaitement avec la vision des hautes autorités du pays en matière de lutte contre la délinquance sous toutes ses formes ».

7 NOVEMBRE : LA MINUSMA RENFORCE LES CAPACITÉS DES FEMMES CANDIDATES AUX COMMUNALES

Du 2 au 4 novembre dernier s'est tenu, à l'hôtel El Farouk de Bamako, un atelier de formation à l'intention des femmes candidates aux élections communales de novembre 2016 dans le District de Bamako. Un atelier initié par la MINUSMA, à travers son Unité Genre, appuyée par deux de ses divisions : celle en charge des Affaires Electorales et celle des Affaires Politiques et qui a pour objet de mieux outiller les candidates aux élections des conseils des collectivités territoriales et ce, en prélude à son projet sur le renforcement des capacités des potentielles candidates.

Il s'agissait concrètement d'expliquer au candidates le cadre juridique applicable aux élections au Mali, de passer en revue les risques possibles qui pourraient engendrer des conflits et des violences avant, pendant et après les élections, et surtout d'échanger avec elles sur les enjeux des élections communales et l'importance d'une participation massive des femme au processus. Il importe de souligner que cet atelier se tient à une période marquée par l'adoption par le Mali de la loi N° 2015-052 /du 18 décembre 2015, instituant des mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Cependant, pour s'assurer que les besoins des femmes sont bien pris en compte, il était important que celles d'entre elles qui sont candidates, aient la capacité de gagner des votes et soient conscientes de leurs responsabilités envers leurs électeurs.

Pour ce faire, la MINUSMA compte donner l'opportunité à 440 femmes en tant que citoyennes mais aussi candidates aux élections, dans les 10 régions du Mali (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudénit) et le District de Bamako, d'améliorer leurs connaissances et compétences. Ces activités seront mises en œuvre en partenariat avec les Directions Régionales du Ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfance et de la Famille (MPFEF), les femmes des partis politiques et ce, à



travers le Cadre de Concertation des Femmes des Partis Politiques (CCFP), dans les localités ci-dessus indiquées, avec l'appui technique du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat (MATDRE). A cet effet, 11 ateliers de formation en direction des femmes, seront organisés, soit un atelier par région et un pour le District de Bamako.

La formation devrait permettre aux participantes de connaître les textes de la loi Electorale ; les étapes du processus électoral ; comment prévenir des conflits avant, pendant et après les élections ; les différentes notions de communication et de plaider. L'atelier leur permettra également d'être capables d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de communication ainsi que des messages de campagne. En outre la formation coïncide avec le démarrage de la Précampagne électorale des élections communales de 2016.

Dans son intervention à la cérémonie de lancement des travaux, M. Kacou Assoukpe, Directeur de la Division des Affaires Electorales, en sa qualité de Représentant Spécial Adjoint par intérim, a rappelé que l'appui apporté aux femmes candidates rentre dans le cadre de l'appui global que la MINUSMA apporte au processus électoral, en vue de garantir la tenue d'élections justes, crédibles et apaisées au Mali. Selon lui, les Nations Unies attachent une importance particulière à la pleine et entière participation représentation des femmes à la vie politique de leur pays. Un objectif pour lequel la MINUSMA n'entend ménager aucun effort.

M. Assoukpe a également indiqué que : « la participation des femmes est fondamentale pour la démocratie. Toutefois, celles-ci font face à des obstacles tels que la violence, la pauvreté, le manque d'accès à l'éducation, ce qui empêche beaucoup de femmes leaders de qualité de réaliser leur potentiel ».

Il a également souligné l'importance de l'inclusion des femmes aux postes élues, parce que cela permet d'avoir des fonctions publiques plus représentatives et qu'avec l'inclusion des femmes dans les conseils des collectivités territoriales, ces organes seront mieux équipés pour répondre aux besoins des femmes et des filles et de la population dans son ensemble.



7 NOVEMBRE :

Le ministre de la Défense du Canada, M. Harjit Sajjan, s'est rendu ce matin sur la base opérationnelle de la MINUSMA au Mali. Il a été accueilli par les Représentants spéciaux Adjoints M. Koen Davidse et Mme Mbaranga Gasarabwe, ainsi que par le Commandant de la Force de la MINUSMA, le général de division Michael Lollesgaard.

Le Canada va déployer des soldats et débloquer des fonds pour contribuer aux opérations de maintien de la paix à l'échelle internationale, cette visite intervient au moment où le pays est en phase d'évaluation pour savoir où les déployer.



COMMUNIQUÉS

3 NOVEMBRE : DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Conseil de sécurité condamne fermement les violations répétées des dispositions du cessez-le-feu par les groupes armés des coalitions Plateforme et Coordination à Kidal et dans ses environs ces derniers mois, qui menacent la viabilité de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali. Le Conseil exhorte les groupes armés signataires à cesser les hostilités sur le champ, à adhérer strictement aux modalités du cessez-le-feu et à reprendre le dialogue sans plus tarder en vue de l'application de l'Accord.

Le Conseil prie instamment le Gouvernement malien et les groupes armés des coalitions Plateforme et Coordination d'honorer pleinement et sincèrement leurs engagements en vertu de l'Accord. Le Conseil se déclare à nouveau disposé à envisager des sanctions ciblées contre ceux qui s'emploient à empêcher ou compromettre la mise en œuvre de l'Accord et ceux qui reprennent les hostilités ou violent le cessez-le-feu, comme énoncé dans sa résolution 2295 (2016).

Le Conseil prend note des mesures prises par les parties signataires au cours de l'année écoulée pour appliquer l'Accord, se félicite des progrès accomplis dans l'établissement d'administrations intérimaires dans le nord du Mali et se dit vivement inquiet des délais persistants s'agissant de la pleine mise en œuvre de l'Accord. Il souligne qu'il faut de toute urgence distribuer des dividendes de la paix qui soient concrets et visibles à la population dans le nord et dans d'autres régions, afin de soutenir l'élan suscité par l'Accord. Le Conseil exhorte le Gouvernement malien et les groupes armés des coalitions Plateforme et Coordination à prendre de toute urgence des mesures concrètes pour s'acquitter pleinement des obligations que leur impose l'Accord et à déployer en particulier des patrouilles de sécurité conjointes, à engager le processus visant à établir des administrations intérimaires dans le nord du Mali, à mettre en place des commissions en vue du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants et à accélérer le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes sur l'ensemble du territoire, dans le cadre de l'Accord.

Le Conseil exhorte le Gouvernement malien à collaborer avec le Secrétaire général, par l'entremise de son Représentant spécial pour le Mali, afin d'établir des critères et des échéances concrets pour évaluer les progrès accomplis par les parties maliennes en vue de la mise en œuvre pleine et effective de l'Accord et rappelle qu'il a prié le Secrétaire général de les intégrer dans son rapport de décembre 2016.

Le Conseil demande aux membres du Comité de suivi de l'Accord et aux autres partenaires internationaux de continuer à appuyer la mise en œuvre de l'Accord et souligne que le Représentant spécial du Secrétaire général devrait continuer de jouer un rôle central pour ce qui est de soutenir et de superviser l'application de l'Accord par le Gouvernement malien et les groupes armés des coalitions Plateforme et Coordination.

Le Conseil encourage les partenaires bilatéraux et multilatéraux à accroître leur aide en vue d'accélérer le redéploiement progressif des Forces de défense et de sécurité maliennes, une fois réformées et reconstituées, dans le nord du Mali, notamment en fournissant le matériel et la formation qu'il faut, en coordination avec le Gouvernement malien et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et dans le cadre de l'Accord.

Le Conseil se dit à nouveau inquiet de l'expansion des activités terroristes et autres activités criminelles dans l'ensemble du Mali et tout particulièrement dans le centre et le sud, ainsi que de l'intensification des violences intercommunautaires dans le centre du Mali. Le Conseil souligne qu'il incombe au premier chef aux autorités maliennes d'assurer la stabilité et la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Le Conseil condamne fermement la poursuite des attaques, y compris les attaques terroristes, contre les Forces de défense et de sécurité maliennes, la MINUSMA et les forces françaises. Il souligne que les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes de terrorisme inqualifiables et ceux qui les ont financés doivent être traduits en justice. Il exhorte le Gouvernement malien à prendre des mesures pour s'assurer que les auteurs de ces actes aient à rendre des comptes.

Le Conseil constate qu'il existe des lacunes notables à la MINUSMA en termes de capacités et souligne qu'il a demandé au Secrétaire général de recenser rapidement les options et de prendre les mesures supplémentaires qui s'imposent pour permettre à la MINUSMA de s'acquitter pleinement de son mandat et de veiller à la sécurité et à la sécurité de son personnel. Le Conseil exhorte les Etats Membres à fournir des capacités suffisantes à la MINUSMA et tout particulièrement les moyens relatifs à l'aviation et aux transports, pour combler ces lacunes.

Le Conseil se dit à nouveau vivement inquiet de l'insécurité qui entrave l'accès humanitaire, condamne les attaques contre le personnel humanitaire et souligne qu'il faut que toutes les parties respectent les principes humanitaires (humanité, neutralité, impartialité et indépendance) afin que l'aide humanitaire puisse continuer d'être fournie. Le Conseil souligne également que toutes les parties doivent assurer la sécurité et la protection des civils qui reçoivent une aide, ainsi que la sécurité du personnel humanitaire travaillant au Mali.

Le Conseil demande aux Etats Membres de la région, notamment par l'intermédiaire du G5 Sahel et du processus de Nouakchott de l'Union africaine, de resserrer leur coopération avec la MINUSMA pour renforcer la sécurité régionale et faciliter l'exécution de son mandat.

6 NOVEMBRE : DECLARATION ATTRIBUABLE AU PORTE-PAROLE DU SECRETAIRE GENERAL SUR LE MALI

Le Secrétaire général condamne dans les termes les plus forts l'attaque meurtrière qui a eu lieu aujourd'hui au nord de Douentza, dans la région de Mopti, qui a coûté la vie à deux civils maliens et a tué un casque bleu du Togo en plus d'en blesser sept autres.

Le Secrétaire général présente ses sincères condoléances aux familles des défunts ainsi qu'aux gouvernements et aux peuples du Mali et du Togo. Il souhaite un prompt et complet rétablissement aux casques bleus blessés.

Le Secrétaire général réitère que les attaques contre des casques bleus des Nations unies pourraient constituer des crimes de guerre selon le droit international et demande que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice. Il rappelle que les attaques perpétrées contre la MINUSMA n'affaibliront pas la détermination de la Mission d'appliquer pleinement son mandat de soutien aux efforts du gouvernement malien, des parties signataires de l'accord de paix et du peuple malien pour parvenir à une paix et une stabilité durables.

Le Secrétaire général souligne que la paix et la sécurité demeurent la responsabilité primordiale des parties maliennes. Il les exhorte à continuer d'œuvrer pour l'application intégrale des dispositions de l'accord de paix et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir de telles attaques contre les civils maliens, les parties signataires et les forces internationales.

New York, le 6 novembre 2016

24 OCTOBRE : TROIS MORTS ET SEPT BLESSES LORS D'UNE ATTAQUE CONTRE UN CONVOI DE LA MINUSMA

Bamako, le 6 novembre 2016 - Ce matin, vers 10h30, un convoi logistique de la MINUSMA a été la cible d'une attaque complexe à 45km au nord de Douentza, dans la région de Mopti. Un engin explosif improvisé ou une mine a explosé au passage du convoi suivi de tirs directs par les assaillants.

Un Casque bleu togolais et deux civils maliens ont péri lors de l'attaque. Le Casque bleu a succombé à ses blessures. La Gendarmerie malienne ouvrira une enquête sur les circonstances de la présence des deux civils Maliens, suivaient le convoi de la MINUSMA quand l'attaque a eu lieu. Sept casques bleus togolais ont été blessés, dont 3 grièvement.

La MINUSMA présente ses condoléances attristées aux gouvernements malien et togolais et à leurs familles et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

La MINUSMA condamne dans les termes les plus fermes cette attaque lâche et ignoble et appelle à déployer tous les efforts nécessaires pour en identifier les responsables et les traduire en justice.

La MINUSMA réitère sa détermination à continuer son appui au Mali et son peuple conformément à son mandat.





**Bamako
106.6**

MIKADO FM

La radio qu'on aime !

Bamako • Gao • Kidal • Mopti • Tombouctou



RETROUVEZ NOUS SUR :

<http://minusma.unmissions.org>

[facebook.com/minusma](https://www.facebook.com/minusma)

www.flickr.com/photos/minusma

twitter.com/UN_MINUSMA

www.youtube.com/minusma

https://www.instagram.com/un_minusma



Ensemble, réussir la paix